

LA FRANCE DEMEURE TERRIBLEMENT ISOLÉE

Sept questions sur une intervention

Pour les quelque 2 000 soldats français actuellement déployés, les conditions de la relève sont encore floues. Et sur le terrain, ils doivent mener leur mission entre le scepticisme des forces gouvernementales et la méfiance des rebelles.

Dix jours après le commencement de l'opération militaire-humanitaire française, sa montée en puissance se poursuit pour atteindre un effectif de 2 500 hommes dont 1 200 à l'intérieur du Rwanda. Cependant la mission, au départ conçue comme simple «va-et-vient» à partir du Zaïre voisin, sans engagement «en profondeur», change: à défaut de pouvoir créer, dans le tiers sud-ouest du Rwanda, une «zone de sécurité humanitaire», la France affirme n'avoir «d'autre choix que celui de se retirer très rapidement».

1. Quelles sont les forces en présence?

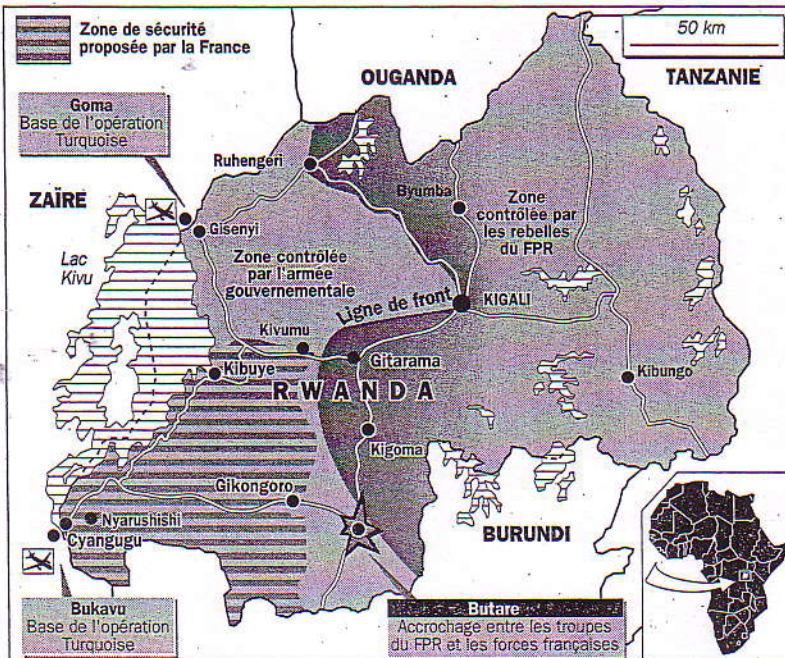
Actuellement, environ 2 000 soldats français sont «sur zone»: 1 300 sur les trois bases arrière logistiques au Zaïre (à Bukavu, au sud du lac Kivu, à Goma, au nord, et sur l'aéroport de Kisingani, au nord-est du Zaïre, où sont «prépositionnés» une dizaine de Jaguars et de Mirages F1); 700 à l'intérieur du Rwanda, le long de la frontière rwando-zaïroise mais aussi en profondeur dans le sud-ouest du pays, jusqu'à Gikongoro (150 hommes) et, pour une opération ponctuelle d'évacuation ce week-end, même à Butare, sur la ligne de front.

Les troupes opérationnelles sont pour une grande part prélevées sur des unités d'élite (Légion étrangère, «marsouins», commandos de l'air, fusiliers marins...), épaulées par une dizaine de parachutistes spécialisés dans le renseignement et une dizaine de gendarmes du Gign. Ces effectifs, appuyés par une dizaine d'hélicoptères Puma, disposent d'un armement léger très sophistiqué (fusils avec silencieux et guidage au rayon laser) ainsi que de missiles Milan portables. A Kibuye, 250 hommes arrivés en renfort ce week-end ont apporté les premiers véhicules blindés, mais «une dizaine de jours» sont encore jugés nécessaires pour l'acheminement de l'ensemble du matériel engagé dans l'opération.

2. Quels contingents étrangers rejoindront la «force de protection multinationale» sous commandement français, et quand?

Ils ne sont toujours pas légion, un détachement de 300 Sénégalais participant pour l'instant seul, de façon plus symbolique qu'opérationnelle, à l'intervention. Sont toujours attendus des soldats de la Guinée et de la Guinée-Bissau... En fin de semaine, devrait également arriver une équipe médicale belge, forte de 48 membres, pour lesquels Bruxelles a exigé «une protection non pas à 99% mais à 100%» (difficile à assurer compte tenu de l'extrême hostilité dont font preuve les miliciens hutus à l'égard des Belges).

Enfin le Ghana; pour 500 Casques bleus supplémentaires (321 étant déjà déployés à Kigali), et le Canada, pour 300 hommes, se sont engagés à ren-



La zone de sécurité proposée par les Français devrait couvrir tout le secteur sud-ouest du pays. Cette zone comprendrait les districts de Cyangugu, Gikongoro, et la moitié sud de celui de Kibuye, incluant l'axe Kibuye-Gitarama, soit près du cinquième du territoire et de la moitié de l'ensemble des régions contrôlées par les forces gouvernementales rwandaises. La zone tracée sur cette carte correspond aux limites administratives des secteurs cités mais n'entend pas délimiter l'exact zone «protégée».

forcer, en principe cette semaine, les effectifs de la Minuar (Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda). Pour amorcer le départ français, fin juillet, il est prévu que ces nouveaux contingents de l'ONU prennent la relève des soldats français sur le terrain (les bases logistiques au Zaïre prolongeant leur fonctionnement jusqu'au 23 août, à l'échéance des deux mois du mandat conféré par le Conseil de sécurité à la France).

3. Les forces de l'ONU seront-elles sur place à temps et en nombre suffisant?

C'est plus qu'aléatoire, même si les Ghanéens arrivaient cette semaine avec les premiers véhicules blindés — une dizaine, les Etats-Unis s'étant engagés à en faire acheminer une cinquantaine d'autres à partir de l'Ouganda, dans les mêmes délais. Depuis jeudi dernier, quatre officiers de l'ONU assurent la liaison entre les forces françaises et la Minuar. Son commandant, le général Dallaire, précise: cependant qu'une «vingtaine de pays ont manifesté leur intention de nous envoyer des renforts, mais sous condition».

Les délais pour porter les effectifs de la Minuar à 5 500 Casques bleus ayant été estimés par l'ONU à «au moins trois mois», il est peu probable que la relève s'effectue à temps. Or

sans passer le relais, la France ne pourra abandonner les «civils menacés» qu'elle aura pris sous sa protection. Craignant l'enlèvement, Paris déploie actuellement des efforts diplomatiques «vigoureux» pour accélérer le passage de la Minuar I (450 Casques bleus) à la Minuar II (5 500).

4. Quelle est l'attitude du «gouvernement intérimaire» rwandais?

Elle évolue rapidement de l'euphorie à la franche déception. Après avoir acclamé le déploiement des forces françaises, le ministre des Affaires étrangères, Jérôme Bicomumpaka, nous a déclaré que «les Rwandais commencent à penser que les Français sont venus aider les Tutsis et le FPR», le mouvement rebelle... Après avoir rencontré l'émissaire de Paris, l'ambassadeur Yannick Gérard, chargé de coordonner l'opération, chargé de coordonner l'opération Turquoise avec les «autorités constituées», il a demandé que «la France élargisse sa mission et s'interpose entre les belligérants». Mais déjà, aux nombreux barrages routiers dressés par les miliciens, «l'ambiance est tendue» et «les visages se ferment» au passage des soldats français, relève le général Lafourcade.

Plus insidieusement, sur les émissions de Radio Rwanda diffusées en langue nationale, les mises en garde contre les Français et les appels à la

vigilance se multiplient, alors que sur le service en français, la tonalité est plus accueillante. Enfin, la France ayant annoncé samedi au siège de l'ONU qu'elle fera «tout ce qui est en son pouvoir» pour réduire au silence la radio «libre» Mille Collines, en raison de sa «propagande criminelle», on peut s'attendre à des réactions hostiles.

5. Quelle est l'attitude des rebelles?

Malgré les appels incantatoires de Paris l'invitant à un assouplissement de sa position, le Front patriotique rwandais (FPR) reste méfiant, voire hostile. L'action «en profondeur» menée ce week-end à Butare, en contradiction avec les assurances initiales d'Edouard Balladur, ne contribuera pas à apaiser ses craintes. Pas plus que la création d'une vaste «zone de sécurité humanitaire», d'autant plus facilement considérée par les rebelles comme le sanctuaire d'un futur «Hutuland» que Paris ne cesse d'appeler à «l'ouverture de négociations». Voyant que sa «guerre de libération» est mise sur un pied d'égalité avec le génocide commis par les forces gouvernementales, le FPR rejette les initiatives françaises de pacification.

6. Combien de «déplacés» errent actuellement à l'intérieur du Rwanda?

Au total, leur nombre est incertain même si, de façon approximative, un

chiffre de 800 000 est avancé. On sait seulement qu'environ 40 000 civils fuient actuellement le front près de Gitarama, au sud-ouest de Kigali, 50 000 autres tentent d'échapper aux combats autour de Butare, dans le sud. Ces derniers se déplacent en direction du Zaïre, vers l'ouest, où, à 40 km de Butare, s'entassent déjà plus de 250 000 réfugiés recensés.

Par ailleurs, des centaines de milliers de Hutus sont «provisoirement stabilisés» dans divers camps de fortune (dont le recensement constitue — jusqu'à présent — l'acquis essentiel de l'opération Turquoise). En revanche, le nombre de rescapés tutsis, réfugiés dans le camp de Nyarushishi gardé par l'armée française ou cachés dans des maisons en ville et dans la forêt, notamment au sud-est de Kibuye, n'excède pas 10 000 personnes.

A ces déplacés ou pourchassés en zone gouvernementale s'ajoutent, selon Médecins sans frontières (Belgique), entre 50 000 et 100 000 civils dont le départ — pour l'essentiel vers la Tanzanie voisine — a été «provoqué» par le FPR. Celui-ci, dans les deux tiers du pays qu'il contrôle, semble vouloir faire place nette pour affranchir ses combattants du «fardeau» de la prise en charge et de la surveillance des civils.

7. Que signifie la «zone de sécurité humanitaire» proposée par la France?

Ironiquement, sous la pression militaire du FPR et face à l'hostilité grandissante des miliciens dans la zone gouvernementale, Paris reprend à son compte une idée initialement soutenue par... les Américains: la création de «havres de paix» que Washington voulait disposer autour du Rwanda, en guise de cordon sanitaire, pour éviter la déstabilisation de toute l'Afrique centrale (du Burundi et du Zaïre notamment). Ce souci, présent dans le projet français, passe cependant aujourd'hui au second plan. Paris veut d'abord «sécuriser» son contingent, de plus en plus exposé au risque d'accrochages avec les rebelles mais, aussi, à des actes «terroristes» de la part des miliciens, du côté gouvernemental.

Un cinquième du Rwanda, tout le sud-ouest, devrait ainsi être déclaré sanctuaire humanitaire. Son découpage, très politique, évite le nord-ouest, fief de l'ancien président Habyarimana et, aujourd'hui, siège du «gouvernement». Cependant, le génocide étant pour l'essentiel accompli, cette zone n'abriterait que des déplacés hutus, regroupés sous protection française sur l'axe de pénétration des forces rebelles... D'où le reproche du FPR: on sanctuariserait, en fait, le «réduit des tueurs». Or, déjà, à Bugarama dans le sud-ouest, une radio pirate émet de la propagande raciste prohutue.

Stephen SMITH
avec Dominique GARRAUD
(à Goma)